

Optimisme structurel à l'OCDE

Michel Husson, *Alternatives économiques*, 9 mars 2017

Pendant la crise, les travaux continuent à l'OCDE. Alors que le rapport du sénateur Pierre-Yves Collombat parle d'une « [crise en quête de fin](#) » et Attac de « [cette crise qui n'en finit pas](#) », l'OCDE explore la voie d'une nouvelle destruction créatrice, une crise qui finit par se résoudre d'elle-même.

L'OCDE a ouvert depuis quelques années un nouveau chantier qui porte sur [l'avenir de la productivité](#). Son analyse est désormais centrée sur les écarts de performance entre les entreprises en pointe (*frontier firms*) et celles qui sont qualifiées de « retardataires » (*laggard*). Il s'agit d'identifier tout ce qui fait obstacle au rattrapage des unes par les autres.

Bidouillages techniques

Ce programme de travail a été introduit dans un article de 2015, intitulé « [Frontier Firms, Technology Diffusion and Public Policy](#) ». Une telle problématique implique évidemment la mobilisation de données d'entreprises.

C'est pourquoi l'OCDE a acheté la [base de données Orbis](#) qui fournit des informations sur l'actionnariat et les comptes financiers pour plus de 44 millions d'entreprises à travers le monde. Elle « *propose une information à valeur ajoutée* », mais à vrai dire la véritable valeur ajoutée revient en fait au Bureau Van Dijk qui gère et vend cette base de données ! Ce qui pose la question de l'information économique comme bien commun.

Comme cette information est principalement destinée à l'analyse financière, les données doivent être corrigées avant d'être utilisables pour l'analyse économique. Or ces corrections ne sont pas seulement techniques et posent des problèmes de fond.

Pas facile de mesurer la productivité pour chaque entreprise

Pour étudier la productivité, il faut disposer de mesures du capital et de la valeur ajoutée en volume qui n'existent pas dans la comptabilité privée. Les données de la base Orbis doivent être combinées avec d'autres sources : la comptabilité nationale et la base STAN de l'OCDE. La mesure du volume de capital, particulièrement délicate, mélange alors les données de manière particulièrement héroïque !

Ces bidouillages techniques ont des implications que l'OCDE souligne ainsi : « *Il convient de garder à l'esprit un certain nombre de questions qui affectent la mesure de la productivité, notamment: i) les différences dans la qualité et l'utilisation des intrants ne peuvent être prises en compte parce que le stock de capital est mesuré à sa valeur comptable ; ii) les prix ne peuvent pas être observés au niveau de l'entreprise, de sorte que les différences de productivité mesurées au niveau de l'entreprise peuvent également refléter des différences de pouvoir de marché.* »

Traduisons : si les firmes situées à la frontière bénéficient d'une rente (leur prix est supérieur au prix moyen), alors leur écart de productivité physique par rapport aux autres firmes est surévalué en raison de cet effet de prix relatif. C'est d'ailleurs ce qui semble être le cas au moins aux Etats-Unis, comme l'analysait *The Economist*, dans un article intitulé « [Too much of a good thing](#) ».

A la frontière

Le résultat essentiel est alors le suivant : à la frontière, la croissance de la productivité « *est demeurée robuste pendant les années 2000* » tandis que l'écart s'est creusé entre les entreprises à la frontière et les autres. Mais ce résultat doit être relativisé parce que les firmes à la frontière ne sont pas toujours définies de la même manière (tantôt les 5 % les plus productives, tantôt les 50 ou 100 meilleures) et qu'elles ne sont pas les mêmes d'une année à l'autre. Enfin, elles ne représentent qu'une fraction réduite de la production totale de telle sorte que la moyenne des entreprises est plus proche des « non-frontières ».

Pour l'OCDE les réformes structurelles libèrent la productivité !

Cette exagération de l'écart permet ensuite de dérouler le discours en faveur des « réformes structurelles ». Il suffit de montrer que l'écart entre les champions de la productivité et les autres est d'autant plus important et durable que les réglementations des marchés sont plus strictes. Conclusion : pour relancer la productivité, il faut réduire les réglementations qui découragent les traînants de rejoindre l'échappée.

Les entreprises zombies

Mais tout cela étant un peu du bricolage, l'OCDE va changer son fusil d'épaule et durcir son discours. Plutôt que de se focaliser sur les entreprises à la frontière, mieux vaut s'intéresser à celles qui ne rattraperont jamais cette frontière : les « entreprises zombies ». Elles sont définies comme les entreprises de plus de 10 ans dont les bénéfices ont été inférieurs aux charges d'intérêt pendant trois années consécutives.

Le message du document de travail publié en janvier 2017 et intitulé « [The Walking Dead? Zombie Firms and Productivity Performance](#) » relève alors d'un fondamentalisme schumpétérien : ces entreprises « mortes vivantes » doivent disparaître parce qu'elles font obstacle à la destruction créatrice et donc à une (ré)allocation optimale des facteurs de production.

Il faut tuer les entreprises zombies qui plombent la productivité !

Le vocabulaire est ici inhabituellement brutal : l'OCDE parle de *zombie congestion* pour évoquer le capital ou l'emploi « englués » (*sunk*) dans ces entreprises. Le capital ainsi immobilisé freine l'investissement, conduit à une éviction des entreprises les plus productives et pèse sur la productivité globale des facteurs.

La part des entreprises zombie est de 5 % en 2013 et leur productivité du travail est alors inférieure de 25 % à celle des autres entreprises. Un calcul de coin de table permet donc d'en déduire que la suppression des zombies conduirait à un gain de 1,25 point de productivité. Des politiques appropriées permettraient de transférer les emplois dans les entreprises « non-zombies » dont le dynamisme pourrait se déployer.

Pas de stagnation séculaire

Cette approche cherche au fond à rendre compte du « paradoxe de Solow », autrement dit à expliquer pourquoi les innovations technologiques de ces dernières décennies ne se traduisent pas en gains de productivité. C'est la faute des traînants.

Elle se combine avec d'autres travaux de l'OCDE portant sur les prévisions à long terme : la modélisation utilisée par l'institution repose sur autre hypothèse de rattrapage, cette fois entre pays, qui a l'avantage d'exclure par construction un ralentissement mondial de la productivité tel qu'il est mis en avant par la possibilité d'une stagnation séculaire.

Une dévalorisation massive du capital comme condition d'une véritable sortie de crise : comme chez Marx !

L'enjeu de cette approche est bien pointé par Nicholas Crafts [dans le magazine du FMI](#) : il montre que les projections à long terme [réalisées par l'OCDE en 2014](#) conduisaient à une croissance de la productivité du travail de 1,6 % par an entre 2014 et 2030, un résultat « *nettement plus optimiste (bullish)* » que les [prévisions de la Commission européenne](#).

Mais ces mécanismes vertueux de gains de productivité tous azimuts ne peuvent s'enclencher qu'avec la mise en oeuvre de réformes structurelles vigoureuses et l'élimination des entreprises les moins performantes. Il est piquant de constater que ce diagnostic rejoint le marxisme le plus orthodoxe qui fait d'une dévalorisation massive du capital la condition d'une véritable sortie de crise. Comme si les dogmatismes se rejoignaient.